



« Fainéants » de tous les pays... unissez-vous et « foutez le bordel » !

E. Macron et son gouvernement de droite tapent tous azimuts contre les libertés (intégration de l'état d'urgence au droit commun) et contre le monde du travail. Les salariés de GM&S qui perdent leur boulot, sacrifiés sur l'autel du profit perdent aussi leur avenir, bref, leur vie, et sont qualifiés de « fouteurs de bordel » car ils osent refuser des emplois pour lesquels ils ne sont pas qualifiés et distants de la bagatelle de 143 km de chez eux. On se paie leur tête de façon insupportable et on voudrait qu'ils « la ferment ».

Quant aux « fainéants » qui s'opposent aux ordonnances, ils ne font rien d'autre que défendre les maigres droits qui leur restent face à des employeurs toujours plus voraces et prompts à les presser comme des citrons.

E. Macron n'est décidément qu'un vulgaire comptable du Medef.

Son gouvernement met en coupe réglée tout ce qui dépasse : les retraités dont les vieux jours risquent d'être assombrés par des fins de mois difficiles, les jeunes qui sont promis à la sélection et à la servilité, les fonctionnaires qui sont largement mis à contribution pour financer des entreprises qui de leur propre aveu, ne recrutent pas et préfèrent se servir de l'argent public pour mieux rémunérer leurs actionnaires. Les dividendes reversés à ceux-ci sont sans cesse en augmentation et sont les plus élevées de la zone euro (30 milliards, excusez du peu!)

Parmi les mesures bidon censées redonner du pouvoir d'achat, on trouve la suppression de la taxe d'habitation. Les collectivités territoriales annoncent déjà des augmentations de tarifs sur les crèches, les équipements sportifs, pour combler le manque à gagner. Il y a gros à parier que ces augmentations de tarifs vont réduire à peau de chagrin les soi-disant gains de pouvoir d'achat. La hausse de la CSG est censée être « compensée » par des baisses de cotisations sociales du privé (inexistantes pour les fonctionnaires), mais là aussi, ces baisses de cotisations sociales seront financées par les salariés qui devront faire encore plus appel aux mutuelles ou aux assurances privées dont les tarifs augmentent aussi sans cesse. À l'arrivée, le salarié redonne d'une main ce qu'il reçoit de l'autre. Cette duperie ne doit pas tromper le monde du travail. Seules des augmentations substantielles de salaire sont des mesures susceptibles d'améliorer vraiment la situation des salariés.

Les fonctionnaires paient la fête des riches !

Parmi les soi-disant réformes censées augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires, on trouve le fameux PPCR qui s'annonce déjà être une arnaque totale : l'intégration des primes dans le salaire ne redonne pas une hausse significative du pouvoir d'achat. La compensation de la hausse de la CSG apparaît de plus en plus hypothétique. Par contre, la retenue pour la pension civile va bel et bien augmenter. Que dire du gel du point d'indice, du retour du jour de carence (souvent compensé dans le privé mais qui ne le sera pas dans le public, bien sûr!). Ces mesures montrent bien la haine viscérale des macronistes contre la fonction publique et surtout les fonctionnaires. C'est une véritable politique de droite, comme le reconnaissait récemment Claude Goasguen, un expert en la matière...

Public- Privé : pas de divisions artificielles !

C'est l'ensemble du monde du travail qui est visé par la politique de Macron. L'affaiblissement des droits des travailleurs du privé aura forcément un impact sur les statuts des fonctionnaires. On annonce déjà la création d'un point d'indice différent pour chaque versant de la Fonction publique. Il n'y a pas de différences entre des fins de mois difficiles de fonctionnaires ou de travailleur du privé. Les difficultés pour se loger, pour se nourrir, pour se déplacer sont les mêmes.

Contre la politique autoritaire et antisociale du gouvernement du MEDEF, la résistance est possible, comme elle l'a été dans le passé (par exemple en 2006 contre le CPE). Elle doit permettre de dépasser les divisions des salariéEs et de leurs organisations syndicales et politiques, et de vaincre la résignation que distillent les grands médias aux mains des capitalistes. Au-delà, face aux urgences sociales, démocratiques et écologiques qui se posent à toutes et tous sur la planète, il faut construire ensemble une alternative au monde capitaliste, concurrentiel, inégalitaire, productiviste et destructeur de notre environnement. « Fainéants » de tous les pays unissons-nous !